

Répression

Depuis 2001 l'Azerbaïdjan fait partie du Conseil de l'Europe. Il est l'Etat membre qui compte le plus grand nombre de professionnels des médias emprisonnés pour raisons politiques. Ainsi, dans le cadre de la Conférence mondiale sur le climat (COP29) qui s'est tenue à Bakou en novembre 2024, nombre de personnes liées au journalisme ont été arbitrairement détenues.

Selon Amnesty, les accusations sans fondement à leur encontre reposent souvent sur les délits de contrebande, blanchiment d'argent et fraude fiscale...

Journaliste : une profession en ligne de mire

En juin 2025, un tribunal de Bakou a condamné des collaborateurs du portail d'investigation indépendant **Abzas Media** à des peines de prison allant de sept ans et demi à neuf ans: le directeur **Ulvi Hasanli**, son adjoint **Mahammad Kekelov**, la réédactrice en chef **Sevinj Vagifgyzy**, les journalistes **Elnara Gasimova** et **Nargiz Absalamova**, ainsi que le journaliste d'investigation **Hafiz Babali**. Le correspondant de Radio Free Europe **Farid Mehralizade** a également été condamné à une peine de neuf ans de prison. Six employés de la chaîne d'information Meydan TV- **Khayala Agayeva**, **Aytaj Ahmadova**, **Aynur Ganbarova**, **Natig Javadli**, **Aysel Umudova** et **Ramin Deko** (Jabrayilzade), ainsi que le directeur adjoint de l'école de journalisme de Bakou, **Ulvi Tahirov**, sont en détention provisoire depuis décembre 2024. Deux d'entre eux auraient été torturés et maltraités tandis que les autres se voient refuser tout accès à des soins médicaux. Ils en ont pourtant un besoin urgent.

Manifestement, poursuites judiciaires et détentions sont des mesures de représailles pour les enquêtes réalisées. Celles-ci visent la corruption de l'entourage du président Aliyev. Selon Reporters sans frontières, **Sevinj Vagifgizi**, réédactrice en chef d'**Abzas Media**, s'est vu refuser un ventilateur pour pallier la suffocante chaleur qui régnait dans sa cellule à la prison de Bakou. (Pendant l'été les prisonniers dépendent de leur famille pour la fourniture de ventilateurs). Le directeur de la prison a rejeté la demande de **Sevinj Vagifgizi**, lui enjoignant de cesser d'écrire. Elle est néanmoins parvenue à dénoncer les violations des droits humains et les conditions de détention inhumaines depuis sa cellule. « *Notre arrestation vise à nous*

éloigner du journalisme parce que nous avons révélé les crimes de corruption d'Ilham Aliyev et de son cercle restreint [d'affidés].» C'est en ces termes que la réédactrice en chef d'**Abzas Media** s'est adressée au tribunal le 11 mars dernier. La sentence de neuf ans de prison est tombée, à l'issue d'un procès décidément politique et sur base de l'accusation forgée de toutes pièces de contrebande de devises étrangères.

Ainsi la répression aura conduit à l'exil les médias d'opposition **Toplum TV** et **Abzas Media**, ainsi qu'à la fermeture de l'agence de presse **Turan**. Désormais les journalistes **Ahmad Mammadli** et **Ulvyya Ali** sont les dernières sources d'information indépendantes du pays. Les publications d'**Ulyiya Ali** - menacée de viol en mai- sur les réseaux sociaux ont permis au monde de mesurer combien des journalistes sont violemment réduits au silence.

Stratégie particulière

En 2012 **Ilham Aliyev** a été élu « personnalité de l'année » par le [Organized Crime and Corruption Reporting Project](#). Depuis, l'Azerbaïdjan mise sur les hydrocarbures et exerce une « diplomatie du caviar ». Celle-ci consiste à offrir des cadeaux somptueux aux politiques étrangers et aux organisations internationales pour les empêcher de dénoncer le non-respect des droits humains en Azerbaïdjan. Le pays continue d'orchestrer des campagnes de désinformation notamment contre les États dits [colonialistes, comme la France](#). D'ailleurs de 2019 à 2023, il prenait la tête du « Mouvement des non-alignés ».

Actuellement, 25 professionnels des médias sont emprisonnés en Azerbaïdjan. [37 selon la plateforme pour la sécurité des journalistes !](#) Aucun fonctionnaire ou policier n'a été sanctionné depuis plus de 20 ans pour avoir frappé ou insulté un journaliste.

Sources : ACAT-Allemagne, RSF, Amnesty- A ne pas manquer : Emily Aubry Azerbaïdjan : [entre dictature et hydrocarbures | Le dessous des cartes - ARTE](#)

Fiche Azerbaïdjan

Azerbaïdjan. 86600 km². Capitale : Bakou. 10 429 431 habitants (92 % de Chiites). République unitaire à régime semi-présidentiel sous dictature dynastique. Chef d'Etat : Ilham Aliyev (dont le père était agent du KGB).

Le pays, abolitionniste, est partie à la Convention contre la torture, ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Pourtant il pratique la torture.